

5 mars 2020

(20-1722)

Page: 1/3

Comité des licences d'importation

Original: espagnol

ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 À 5:4 DE L'ACCORDⁱ

ARGENTINE

Addendum

La communication ci-après, datée du 3 mars 2020, est distribuée à la demande de la délégation de l'Argentine.

Conformément à l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, l'Argentine notifie l'adoption de la Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020, publiée au Journal officiel de la République argentine le 9 janvier 2020 et portant modification de la Résolution de l'ancien Ministère de la production n° 523/2017, notifiée dans le document G/LIC/N/2/ARG/28.

a) Liste des produits soumis aux procédures de licences d'importation

La Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020, publiée au Journal officiel de la République argentine le 9 janvier 2020, remplace les annexes de la Résolution du Secrétariat au commerce n° 523/2017 et ses modifications, afin d'actualiser la liste des produits soumis à des licences d'importation automatiques et non automatiques.

La Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020 peut être consultée aux adresses suivantes:

<https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/224467/20200109>
<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=333822>

b) Point de contact chargé de communiquer des renseignements sur les conditions de recevabilité

Sous-Secrétariat à la politique et à la gestion commerciale extérieure, relevant du Ministère du développement productif.

Julio A. Roca 651, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentine.

c) Organe(s) administratif(s) auquel (auxquels) présenter les demandes

Pour le traitement des demandes de licences d'importation automatiques, les importateurs doivent utiliser le Système global de surveillance des importations (SIMI)¹, approuvé par la Résolution générale conjointe de l'Administration fédérale des recettes publiques et du

¹ Pour plus de renseignements, voir <http://www.afip.gob.ar/simi>.

Secrétariat au commerce n° 4.185-E/2018, publiée au Journal officiel le 8 janvier 2018², et ils doivent fournir les renseignements indiqués dans l'annexe I de la Résolution de l'ancien Ministère de la production n° 523/2017, telle que modifiée par la Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020.

Afin de formaliser l'inscription des licences non automatiques dans le Système global de surveillance des importations (SIMI), les parties concernées devront:

1. Être dûment inscrites dans le registre créé en vertu de la Résolution n°442³ du 8 septembre 2016 de l'ancien MINISTÈRE DE LA PRODUCTION ou du ministère qui lui succédera.
2. Rentrer dans le Système les renseignements indiqués à l'annexe I de la Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020.
3. Rentrer dans le Système, pour la position tarifaire de la Nomenclature commune du MERCOSUR correspondant à la marchandise à importer, les renseignements mentionnés dans chacune des annexes II à XIV de la Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020.

Si les prescriptions prévues à l'article précédent ne sont pas dûment respectées, la partie concernée devra présenter les éléments demandés dans un délai de DIX (10) jours ouvrables à compter de l'affichage dans le Système de la mention "Requerimiento Art. 4" (demande article 4).

À l'expiration du délai, en l'absence de réponse de la partie concernée, la procédure sera automatiquement annulée et son statut sera indiqué dans le Système au moyen de la mention "Baja Art. 4" (annulation article 4).

Pour les marchandises soumises aux procédures de licences d'importation non automatiques, l'Autorité chargée de l'application pourra exiger de l'importateur, à n'importe quel stade de la procédure, des renseignements et/ou des documents additionnels mentionnés à l'annexe XV de la Résolution, demander que les organismes techniques compétents interviennent, ou obtenir des renseignements auprès de ses propres sources ou de tiers, et demander des clarifications, si elle le juge opportun.

Aux fins du respect des dispositions de l'article 5 de la Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020, la partie concernée devra présenter les éléments demandés dans un délai de DIX (10) jours ouvrables à compter de l'affichage dans le Système de la mention "Requerimiento Art. 5" (demande article 5). À l'expiration du délai, en l'absence de réponse de la partie concernée, la procédure sera automatiquement annulée et son statut sera indiqué dans le Système au moyen de la mention "Baja Art. 6" (annulation article 6). Si la partie concernée fournit une réponse incomplète ou ne correspondant pas strictement à ce qui est demandé, une nouvelle demande lui sera adressée, assortie d'un délai de CINQ (5) jours à compter de l'affichage de la mention "Requerimiento adicional Art. 5" (demande additionnelle article 5) pour qu'elle puisse adapter, rectifier et/ou compléter la documentation et/ou les renseignements, selon le cas. À l'expiration du délai, si la partie concernée n'a pas fait tout ce qui lui était demandé, la procédure sera automatiquement annulée et son statut sera indiqué dans le Système au moyen de la mention "Baja Art. 6" (annulation article 6).

d) Date et titre de la publication où sont publiées les procédures de licences

Résolution du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure n° 1/2020, publiée au Journal officiel de la République argentine le 9 janvier 2020, portant modification de la Résolution de l'ancien Ministère de la production n° 523/2017.

² Le texte de la Résolution est disponible à l'adresse suivante:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/305000-309999/305596/norma.htm>.

³ Le texte de la Résolution est disponible à l'adresse suivante:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/265000-269999/265302/norma.htm>.

e) Indication du caractère automatique ou non automatique de la procédure de licences, conformément aux définitions énoncées aux articles 2 et 3

Les deux types de procédures sont utilisés.

f) Dans le cas des procédures de licences d'importation automatiques, indication de leur objectif administratif

Renseignements statistiques.

g) Dans le cas des procédures de licences d'importation non automatiques, indication de la mesure qui est mise en œuvre par voie de licences

Le régime de licences non automatiques a pour objectif d'établir un système de vérification préalable adéquat pour garantir le respect des conditions qui régissent l'importation des produits conformément aux dispositions des annexes de la Résolution de l'ancien Ministère de la production n° 523/2017, telle que modifiée par les Résolutions de l'ancien Secrétariat au commerce n° 898/2017, n° 5-E/2018, n° 170/2018, n° 507/2018 et n° 526/2018 et la Résolution n° 1/2020 du Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion commerciale extérieure.

h) Durée d'application prévue de la procédure de licences si elle peut être estimée avec quelque certitude, et sinon, raison pour laquelle ces renseignements ne peuvent pas être fournis

Le système sera maintenu tant que les conditions à l'origine de sa mise en place subsisteront.

ⁱ "Les Membres qui établiront des procédures de licences d'importation ou qui modifieront ces procédures en donneront notification au Comité dans les 60 jours suivant leur publication" (paragraphe 1 de l'article 5).